

## Des parlementaires koweïtiens mettent sur pied une unité de lutte contre la corruption

Le 2 juin 2005

KOWEÏT – Pendant que fusaient des allégations de corruption dans l'émirat, un groupe de députés en poste et d'anciens députés koweïtiens annonçaient jeudi avoir mis sur pied une unité régionale au sein d'une organisation internationale de lutte contre ce fléau.

L'inauguration de la section koweïtienne de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) a eu lieu mardi lors d'une réunion de neuf députés et huit anciens législateurs.

La réunion avait été convoquée par le député islamiste Nasser al-Sane, vice-président de la GOPAC et directeur de la section arabe.

Les parlementaires ont fait savoir qu'ils avaient créé cette section régionale pour « lutter contre toutes les formes de corruption et sensibiliser la population aux risques que pose ce fléau pour la société et ses valeurs morales ».

« Le Koweït n'est pas à l'abri des dangers de la corruption et de ses conséquences destructrices. Des actions concertées doivent être menées à tous les niveaux pour y mettre fin dans notre pays. »

La section koweïtienne devient ainsi la troisième unité anti-corruption de la GOPAC dans le monde arabe depuis l'adhésion de l'Autorité palestinienne et du Yémen.

Transparency International, un organisme situé à Berlin qui joue un rôle de protection contre la corruption, a indiqué dans son rapport de l'an dernier que le niveau de la corruption perçue avait augmenté au Koweït, qui est passé de la 35<sup>e</sup> à la 44<sup>e</sup> place parmi les 146 pays ayant participé à l'étude.

En avril, plusieurs députés koweïtiens ont demandé la démission du ministre d'État aux affaires du Cabinet, Mohammad Daifallah Sharar, en raison d'accusations de corruption dont certaines avaient été confirmées par le Bureau des services de vérification, chien de garde de l'État en matière de reddition de comptes.

« La section koweïtienne de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) a été inaugurée par neuf députés et huit anciens législateurs. Elle devient ainsi la troisième unité anti-corruption de la GOPAC dans le monde arabe depuis l'adhésion de l'Autorité palestinienne et du Yémen. Pour plus de renseignements sur la section et sur cet événement, veuillez [cliquer ici](#). »